

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Transition : le chef de l'État attendu au Congo-Brazzaville ce dimanche

HNM
Libreville/Gabon

Le président de la Transition, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, est attendu ce dimanche 1er octobre 2023 au Congo-Brazzaville, où il aura un tête-à-tête avec son homologue congolais, le général Denis Sassou Nguesso.

C'est le deuxième chef d'État de la sous-région d'Afrique centrale qui recevra le numéro un gabonais après le président Teodoro Obiang Nguema de Guinée équatoriale, le 17 sep-

tembre dernier. Cette visite au Congo-Brazzaville fait partie d'une tournée du président de la Transition dans les pays de la sous-région aux fins d'expliquer à ses pairs les contours des événements survenus au Gabon le 30 août dernier. Lesquels ont permis de renverser l'ancien régime incarné par le président déchu, Ali Bongo Ondimba, ainsi que la création du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) que dirige le général Brice Clotaire Oligui Nguema.

Tout comme cette transition met

progressivement en place les institutions, entre autres la Cour constitutionnelle, le gouvernement, l'Assemblée nationale et le Sénat. Il est tout à fait évident que le premier congolais, l'un des doyens d'Afrique centrale, soit mieux informé de la situation qui prévaut au Gabon, pays avec lequel le Congo-Brazzaville partage une histoire, une géographie et une culture commune.

À noter que le président de la Transition avait déjà commis des émissaires, conduits par le secrétaire général de la présidence de la République, Pr Guy Rossatanga-Rignault, auprès du président Sassou Nguesso. Ces derniers étaient porteurs d'un message au numéro un congolais.



Photo: DR

Le président de la Transition, général Brice Clotaire Oligui Nguema, lors d'un précédent événement.

Vers une dynamisation des échanges entre Libreville et Ankara



Photo: DR

Phase de la rencontre entre le Premier ministre, Raymond Ndong Sima, et la délégation d'investisseurs turcs.

J.K.M
Libreville/Gabon

VERS une consolidation des échanges entre le Gabon et la Turquie. C'est tout le sens en effet des échanges qu'a eus hier, à l'Immeuble du 2-Décembre, le Premier ministre de la Transition, Raymond Ndong Sima, avec une délégation d'investisseurs turcs. Conduits par l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Turquie au Gabon Nilufer Erdem Kaygiziz, ces derniers ont exprimé au chef du gouvernement leur volonté d'investir dans notre pays à travers la construction d'une centrale solaire de 20 Mégawatts (MW) à Mouila. Laquelle devrait renforcer de manière significative le réseau électrique du chef-lieu de la province de la Ngounié. La construction de cette unité

constitue, aux yeux de Raymond Ndong Sima, un projet pilote à plus d'un titre. Tant elle est censée fournir de l'électricité à partir d'une source énergétique durable n'émettant aucun gaz polluant. En tout état de cause, le chef du gouvernement et le diplomate turc ont exploré les voies et moyens de densifier la coopération entre leurs deux pays. Au besoin, en l'étendant à des nouveaux domaines. D'autant plus qu'au fil de ces derniers temps, Ankara est devenue l'un des partenaires les plus importants de Libreville et l'une des destinations les plus prisées par les Gabonais. À en juger notamment par le nombre de plus en plus important des compatriotes qui séjournent en Turquie pour des raisons médicales ou culturelles. De même, la Turquie est présente au Gabon à travers un certain nombre d'investissements.

Nouvelle Constitution gabonaise : un chantier qui prendra au moins une année...

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) ambitionne de nettoyer les écuries d'Augias et débarrasser le landernau politique de la chienlit observable sous l'ancien régime. Les nouveaux gouvernants en tête desquels le général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema invitent donc les forces vives de la Nation à un véritable toilettage en profondeur de la "Loi fondamentale".

"(...) Le gouvernement entend doter le pays d'Institutions fortes, modernes et équilibrées. À cet égard, il convient de repenser la Constitution afin de doter l'État d'une autorité renouvelée, impulser plus d'efficacité dans l'action publique, plus de transparence, plus de débats dans la perspective d'une conscience commune et du sentiment d'une chose commune à se partager", a indiqué Raymond Ndong Sima dans son propos liminaire à sa récente conférence de presse.

Pour mener à bien le chantier de la réécriture de la Constitution, le chef du gouvernement



Photo: DR/L'Union

Sauf changement, la République gabonaise devrait se doter d'une nouvelle Constitution dans un an.

doit, en principe, lancer dans les tout prochains jours "l'appel à contribution". "La collecte de ces contributions devra être achevée à la fin du mois de novembre. Un secrétariat sera alors chargé, auprès du ministre de la Réforme des Institutions, de faire l'inventaire des problèmes identifiés et la synthèse pendant le mois de décembre", projette-t-il. S'ensuivra une restitution prévue pour janvier 2024, sauf changement en fonction bien évidemment du volume des contributions, et un corpus définitif des thématiques à discuter le mois suivant, à en croire l'actuel locataire de la Primature. Avant d'ajouter : "Le débat national

souhaité par les uns et les autres et promis par le CTRI, sera ainsi convoqué pour le 1er avril 2024 pour un mois, attendu que les contributions des uns et des autres auront déjà largement balisé le terrain." D'après les mêmes estimations, l'Assemblée constituante commencera son travail à partir de juin 2024. "La première mouture de la future Constitution devrait être disponible à la fin du mois d'août 2024 (...). Le texte final soit arrêté pour la fin du mois d'octobre 2024", a indiqué Raymond Ndong Sima. Le référendum quant à lui pourrait se dérouler entre novembre et décembre 2024.